

« ON NE VA PAS Y ALLER AVEC DES FLEURS »  
VIOLENCE POLITIQUE : DES FEMMES TÉMOIGNENT

Entretiens rassemblés par  
Alexandra Frénod et Caroline Guibet Lafaye  
Édition établie par Laure Mistral en collaboration avec les autrices  
Toutes les notes sont de Laure Mistral et de Caroline Guibet Lafaye





# SOMMAIRE

<b>Avant-propos</b> .....	13
<b>Margrit</b> Fraction armée rouge (RAF) .....	21
<b>Mariagrazia</b> Brigades rouges (BR) .....	37
<b>Nathalie</b> Action directe (AD) .....	59
<b>Isée</b> Euskadi ta Askatasuna (ETA) .....	81
<b>Audrey</b> Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) .....	101
<b>Yasemîn</b> Partiya Karkerên Kurdistan (PKK) .....	123
<b>Federica</b> No Treno ad alta velocità (No TAV) .....	141
<b>Eddi</b> Yekîneyên Parastina Gel (YPG) .....	157
<b>Alice</b> Black bloc .....	177
<b>Index</b> .....	205
<b>Références bibliographiques</b> .....	217
<b>Remerciements</b> .....	223

À M. C.

*À Maryse, que réveillait au milieu de la nuit  
un pétale tombant sur le plancher.*

## AVANT-PROPOS

D'aucuns auraient intitulé cet ouvrage « Femmes terroristes ». Membres de la Fraction armée rouge (RAF) en Allemagne, d'Action directe (AD) en France, des Brigades rouges (BR) en Italie, d'Euskadi ta Askatasuna (ETA) au Pays basque, du Partiya Karkerên Kurdistan (PKK) en Turquie, des Yekîneyên Parastina Gel (YPG), branche armée du Parti de l'union démocratique (PYD) en Syrie, des Forces armées révolutionnaires de Colombie (Farc) en Colombie, mais aussi du mouvement No Treno ad alta velocità (No TAV) dans l'Italie d'aujourd'hui et d'un black bloc en France, toutes les femmes – ou presque – qui racontent ici leur parcours appartiennent ou ont appartenu à des groupes placés sur des listes d'organisations terroristes établies par les États. Certaines ont été condamnées par la justice.

Ce livre est issu d'un programme de recherche – on y reviendra – dont l'un des objectifs est de mieux cerner, selon les contextes et les époques, ce que désigne le mot

« terrorisme »<sup>1</sup>. Les lectures réductrices du phénomène terroriste, plus encore lorsqu'il se lit au féminin, sont contredites par les récits rassemblés ici. Davantage que les hommes, les femmes qualifiées de terroristes passent, notamment dans les médias, pour des fanatiques, des figures manipulées, immatures, désespérées, à la dérive. Les interprétations dominantes de la violence politique n'échappent pas aux stéréotypes de genre : « aveuglées par l'amour », manipulées par un homme auquel elles sont soumises ou dont elles sont éprises, les femmes seraient, par nature, influençables. Lorsqu'elles ne sont pas considérées comme vivant dans l'ombre de leur compagnon – comme Nathalie Ménigon avec Jean-Marc Rouillan ou Frédérique Germain avec Claude Halfen (tous membres d'Action directe)<sup>2</sup> –, elles sont sur-sexualisées, comme Idoia López Riaño (membre des commandos Oker puis Madrid d'ETA), surnommée par la presse « La Tigresse » et aussi fameuse pour les attaques de la garde civile espagnole auxquelles elle

- 1 Selon la littérature académique récente, « le terrorisme n'a pas de définition unique ; il ne se produit pas dans un seul contexte » (Jeffrey S. Murer, « La terreur des opprimés – Un examen comparatiste des réponses au terrorisme », *Topique*, vol. 2, n° 83, 2003, p. 13). Les termes « terreur », « terrorisme » et « terroriste » n'identifient pas des phénomènes causalement cohérents et socialement distincts, mais des stratégies qui adviennent à travers une large variété d'acteurs et de situations politiques (Charles Tilly, « Terror, terrorism, terrorists », *Sociological Theory. Theories of Terrorism: a Symposium*, vol. 22, n° 1, mars 2004, p. 5). Ainsi « la qualification de "terroriste" est [...] l'enjeu d'une lutte symbolique pour convaincre [un] tiers et renvoie, par conséquent, à des stratégies accusatoires et d'exclusion » (Emmanuel-Pierre Guittet, *Raison et déraison d'État : les GAL (Grupos Antiterroristas de Liberación), 1983-1987*, mémoire de DEA, Université Paris X-Nanterre, 2000, p. 15). C'est pourquoi l'expression « violence politique clandestine » (Donatella Della Porta, *Clandestine Political Violence*, Cambridge University Press, 2013) paraît plus appropriée, car elle permet de se rapporter de façon plus neutre à un phénomène social qui n'a rien d'exceptionnel mais se distingue de l'usage de ce qu'il est commun de désigner, depuis Max Weber, comme le monopole de la violence légitime par les États.
- 2 Voir Edwy Plenel, « La radicalisation d'Action directe », *Le Monde*, 29 janvier 1985, et Daniel Schneidermann, « Deux semaines de procès pour Action directe. Le sang et les confitures », *Le Monde*, 14 janvier 1988.

aurait participé que pour ses supposées « prouesses sexuelles légendaires »<sup>3</sup>.

Ainsi est-il courant, lorsqu'on aborde l'utilisation de la violence politique par des femmes, d'en disqualifier le caractère politique, d'assimiler leur « terrorisme » à un féminisme dévoyé<sup>4</sup>. Soit on accuse ces militantes de s'être perdues dans cette voie qui n'est pas la leur, et ce faisant on les assigne à un idéal de douceur féminine « naturelle » ; soit on les érotise en mêlant leur militantisme à leur vie sexuelle et à leur intimité affective – ce qui, *a contrario*, n'est jamais fait pour (dis-)qualifier l'entrée des hommes dans le combat armé. Enfin, lorsque ces militantes ne sont pas présentées comme aveuglées par l'amour, c'est une interprétation pathologique qui est invoquée : elles sont considérées comme des folles, voire des perverses – mais jamais comme des actrices politiques.

Les témoignages réunis ici montrent au contraire qu'il s'agit de femmes comme les autres et invitent à porter un regard critique sur les interprétations dominantes du « terrorisme » comme un « basculement dans la violence ». Dans leurs récits, ces femmes abordent leurs motivations et les raisons politiques qui ont orienté leur choix, soulignant combien la décision de rejoindre la lutte clandestine ou illégale résulte d'une réflexion, nourrie de leurs convictions, qui tient compte des risques personnels et des conséquences morales de leur engagement. Révolutionnaires, ces femmes se pensent aussi comme des citoyennes responsables, prêtes à faire ce qu'elles considèrent néces-

3 Lee Moran, « Jailed terrorist. The Tigress kicked out of ETA for saying sorry that she killed 23 people », *Daily Mail*, 24 novembre 2011.

4 Voir Fanny Bugnon, « Regards sur la violence politique des femmes », in Caroline Guibet Lafaye et Alexandra Frénod (dir.), *S'émanciper par les armes ? Sur la violence politique des femmes*, Paris, Presses de l'Inalco, 2019.



saire pour parvenir, au sein d'un processus émancipateur, à une société plus juste. Dans l'exposé qu'elles font de leur itinéraire, elles se révèlent comme des agents sociaux et politiques (animés d'une capacité critique et agissante, dans un contexte socio-politique dont elles analysent les enjeux) plutôt que comme des « tueuses » sous influence, des militantes exaltées ou encore des jeunes femmes déterminées et en apparence insensibles – telles que le président de la cour d'assises décrivait en 1987 Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron (Action directe)<sup>5</sup>. Leurs récits éclairent les raisons de leur participation à des mobilisations collectives, où leur engagement par la voie des armes n'apparaît pas comme un comportement marginal moralement condamnable, mais s'inscrit plutôt dans la continuité d'un ensemble de luttes politiques.

Leur recours à l'action politique violente se caractérise par leur façon de replacer leur engagement au cœur d'une émancipation à laquelle elles veulent œuvrer : pour le genre humain, certes, mais aussi pour elles-mêmes et pour l'ensemble des femmes. Nombre de celles qui se sont confiées ont en effet pris part à des mouvements de libération féministe. Ces récits rendent transparente et perceptible une parole féminine autonome, et contribuent à corriger le prisme social qui tend à déformer l'engagement au féminin dans des mouvements politiques illégaux et usant parfois de la violence.

Le programme de recherche dans le cadre duquel ces témoignages ont été rassemblés, initié en 2015, est coor-

5 « Le plus horrible, le plus choquant, dira l'avocat général, c'est que les tueurs soient des tueuses, deux jeunes femmes passionnées, déterminées, en apparence insensibles, et qui n'ont pas agi pour des raisons personnelles, mais uniquement pour abattre ce qu'elles appellent un symbole » (cité in Jean-Marc Théolleyre, « Les assassins de Georges Besse devant les assises de Paris. L'avocat général requiert la réclusion à perpétuité contre les quatre accusés », *Le Monde*, 16 janvier 1989).

donné par Caroline Guibet Lafaye<sup>6</sup>. Il part du constat que l'Europe occidentale, l'Amérique latine et le Moyen-Orient ont connu, depuis les années 1960 et 1970, d'importantes vagues de protestation sociale, notamment ouvrières et étudiantes, qui ont donné naissance à des groupes mobilisant la propagande et la violence politiques. C'est pour étudier ces phénomènes de « radicalisation » politique et le recours à la violence qu'a été réunie une équipe internationale et pluridisciplinaire de chercheurs en histoire, sociologie, science politique et philosophie. Il s'agit d'étudier les trajectoires sociales ayant débouché sur un engagement politique clandestin, en comparant les motivations des acteurs, les logiques de fonctionnement des groupes, les contraintes auxquelles ils ont été confrontés et leurs rapports avec les institutions étatiques, voire supra-étatiques, dans chaque contexte national et transnational.

Cette recherche repose essentiellement sur des entretiens conduits en face à face. À ce jour, plus de 150 hommes et 80 femmes ont été rencontrés. L'ensemble des terrains mondiaux de lutte et de violence politiques clandestines depuis la fin des années 1960 n'a bien évidemment pas été exhaustivement exploré – mais l'inscription du projet dans le long terme permettra de continuer à ouvrir des espaces d'étude.

Tous et toutes ont été interrogés grâce à un même guide d'entretien, à quelques rares variations près, dues aux différents contextes temporels, politiques, nationaux et internationaux. Ici, nous avons fait le choix de rapporter les paroles de neuf femmes qui se sont enga-

6 Ce programme de recherche a bénéficié de plusieurs soutiens institutionnels : le Centre Maurice Halbwachs (UMR 8097 – CNRS, ENS, EHESS), le Centre Émile Durkheim (UMR 5116 – Université de Bordeaux, Sciences Po Bordeaux, CNRS), le Gemass (UMR 8598 – CNRS, Sorbonne Université), le laboratoire d'excellence Tepsis porté par l'EHESS, ANR-11-LABX-0067.

gées entre 1970 et la fin des années 2010. Les témoignages sont présentés dans l'ordre chronologique des âges des femmes interviewées, à une exception près : bien qu'elle soit de deux ans plus jeune, Yasemîn précède Federica, dont le parcours, tout comme celui d'Eddi ensuite, est ainsi mieux contextualisé. Dans un premier temps, il leur a été demandé de raconter leur parcours biographique jusqu'à leur entrée dans l'action illégale. Pour comprendre leurs motivations, le contexte de leur engagement a été précisé. Nous avons cherché à savoir quelles questions elles se sont posées, si un événement particulier ou une rencontre les a poussées, freinées ou fait hésiter. Il s'est ensuite agi, à partir de la description du contexte politique d'alors, de saisir la représentation du monde qui a présidé à leur engagement. Ont-elles douté de leur choix, éprouvé des regrets ou des remords ? Enfin, pour apprécier la place de leur engagement dans leur vie, nous les avons questionnées sur la façon dont elles l'appréhendaient aujourd'hui.

Dans un deuxième temps, les questions ont porté sur leurs références idéologiques et la répression éventuelle qu'elles ont subie. À leur avis, serait-il (ou aurait-il été) possible de parvenir de façon non violente aux objectifs qui étaient ceux de leur organisation, au moment de leur engagement ? Explorant leur expérience de la violence institutionnelle, comme victimes ou comme témoins, nous avons cherché à saisir si cette expérience avait eu une incidence sur leur engagement. Puis nous les avons interrogées sur le sens qu'elles donnent aux notions de violence, de radicalisation, de terrorisme.

Dans un troisième temps, nous avons voulu mettre en évidence les normes et les principes moraux que ces révolutionnaires adoptent et le sens qu'elles donnent à leur engagement. Pourquoi ces femmes pensent-elles

qu'il n'était pas possible de servir la cause qu'elles défendaient sans user de la violence ? À leurs yeux, était-il juste d'agir ainsi ? Des événements ont-ils eu, pour elles, un rôle décisif ? Nous avons voulu comprendre comment elles percevaient l'État, ce qu'il représentait pour elles. Nous avons recueilli des justifications de leur lutte et de celle de leurs camarades, les limites qu'elles s'étaient posées dans l'usage de la violence et dans leur engagement politique. Il s'agissait ainsi de saisir si, dans leur logique, la violence politique pouvait s'accompagner d'une dimension morale ; et, le cas échéant, comment elles pouvaient en parler. Enfin, l'entretien leur offrait la possibilité de s'exprimer sur la place que gardaient pour elles leurs camarades morts dans la lutte.

Dans un quatrième temps étaient évoqués les événements violents qui ont marqué l'actualité depuis le début des années 2000<sup>7</sup>. Leur point de vue sur ces derniers et sur les raisons, selon elles, qui ont motivé les auteurs de ces attaques a été recueilli. Dans un dernier temps, ces femmes ont été interrogées sur la façon dont elles menaient leur vie aujourd'hui. Nous les avons aussi questionnées sur le courant idéologique constituant pour elles une référence, à partir d'une échelle couramment utilisée en sciences sociales<sup>8</sup>, et sur leur foi (religion ou spiritualité).

- 7 Pour ne citer que les attentats du 11 septembre 2001 contre le World Trade Center, à New York ; du 19 mars 2012, à Toulouse et à Montauban, contre des militaires et une école juive ; du 24 mai 2014 contre le musée juif de Belgique à Bruxelles ; du 7 janvier 2015 contre l'hebdomadaire *Charlie Hebdo* et l'Hyper Cacher, puis du 13 novembre contre le Bataclan et d'autres lieux à Paris et à Saint-Denis ; des 17 et 18 août 2017 sur la Rambla à Barcelone et à Cambrils en Espagne ; du 14 juillet 2016 sur la promenade des Anglais à Nice ; du 19 décembre 2016 contre le marché de Noël à Berlin ; du 11 décembre 2018 contre le marché de Noël à Strasbourg ; du 16 octobre 2020 contre un enseignant à Conflans-Sainte-Honorine.
- 8 L'échelle d'autopositionnement politique de 1 à 10 situe la position la plus à gauche à 1 et la position la plus à droite à 10. Toutes les femmes rencontrées se situent à 1.

Ce livre n'a pour vocation ni de condamner ni de faire l'apologie des positions ou des actions entreprises par les groupes considérés et les femmes rencontrées. Il s'inscrit dans une approche de sociologie « compréhensive », mise en œuvre dans certaines disciplines comme l'histoire, la psychologie, la sociologie ou l'économie, se consacrant à reconstruire un sens à partir de la parole du sujet que l'on veut comprendre.

Les entretiens du projet de recherche ont été menés sous couvert d'anonymat. Pour la publication de cet ouvrage, l'accord des enquêtées a été sollicité *a posteriori*. Cinq d'entre elles ont accepté d'être identifiables (Margrit Schiller, Mariagrazia Grena, Nathalie Ménigon, Audrey alias Nathalie Mistral, Maria Edgarda Marcucci dite Eddi), les quatre autres ont demandé le maintien de leur anonymat (Isée, Yasemîn, Federica, Alice). Toutes les femmes n'ayant pas accepté de témoigner en leur nom, nous avons opté pour les présenter chacune avec leur prénom seul. Il s'agit par ailleurs d'un procédé classique en sciences sociales, lorsqu'on cite des propos recueillis de manière anonyme dans le cadre d'une enquête de terrain, et ce pour les femmes comme pour les hommes. Quand les femmes témoignent en leur nom, cela est précisé dans les chapôts de présentation. À partir des retranscriptions intégrales, les entretiens sont ici restitués dans leur forme la plus épurée, les questions posées ayant été volontairement gommées.

L'objectif de ce livre est ainsi de faire entendre aux lectrices et aux lecteurs des voix restées inaudibles, que semble porter, à travers les contextes et les époques, aussi contre-intuitif que cela puisse paraître, un même fil : la quête d'un idéal humain ancré dans un monde meilleur.

## MARGRIT

*À la fin des années 1960, dans une Allemagne de l'Ouest soumise aux intérêts états-uniens et ayant conservé dans son appareil d'État nombre d'anciens nazis, la répression policière qui a frappé les premières actions de la gauche extraparlémentaire à Berlin et à Francfort incite certains militants à considérer que le capitalisme est entré dans une phase « fascisante », montrant son vrai visage dans les pays industrialisés, tout comme il l'a fait dans des pays des Suds pour réprimer des tentatives d'émancipation de la population. Certains décident alors de mener une guérilla urbaine d'inspiration guévariste, pensée comme une entreprise de dévoilement de la « nature fasciste » d'un État dont le « caractère démocratique » ne serait qu'une apparence. Le plus connu de ces groupes est la RAF (Rote Armee Fraktion, « Fraction armée rouge »).*

*Bien que cela prête à discussion, on a coutume de considérer que l'acte de naissance de la RAF coïncide avec la « libération » d'un militant d'extrême gauche, Andreas Baader, le 14 mai 1970, alors qu'il était en visite, depuis la prison où il*

était détenu, à l'Institut central des affaires sociales à Berlin-Ouest<sup>9</sup>. Parmi les membres fondateurs de l'organisation, les figures les plus connues sont Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Holger Meins et Jan-Carl Raspe. Arrêtés en juin 1972, accusés notamment de meurtre, de tentatives de meurtre et d'attaques de banques, ils sont retrouvés morts dans leurs cellules de la prison de Stammheim (Stuttgart) : la première le 9 mai 1976, Holger Meins pendant une grève de la faim le 9 novembre 1974, les trois autres le 18 octobre 1977, après l'échec du détournement d'un Boeing de la Lufthansa par un commando palestinien qui exigeait leur libération<sup>10</sup>.

Pendant ce temps, d'autres membres de l'organisation continuent la lutte. L'« offensive 77 », menée par Brigitte Mohnhaupt et Christian Klar, est marquée par des attentats et des enlèvements dans le contexte du procès des leaders du groupe. La RAF s'oriente également avec Action directe<sup>11</sup> vers une « guérilla ouest-européenne anti-impérialiste ».

La RAF s'attaque à l'État, mais également aux bases militaires américaines et aux industriels allemands, ainsi qu'à de grands groupes de presse comme Springer. Leurs actions les plus marquantes sont, entre autres, l'attaque de l'ambassade de la république fédérale d'Allemagne à Stockholm par le commando Holger-Meins, le 24 avril 1975 ; l'exécution du procureur Buback, le 7 avril 1977, par le commando Ulrike-Meinhof ; ou encore l'enlèvement, le 5 septembre 1977, de Hanns Martin Schleyer,

9 Andreas Baader, Gudrun Ensslin et deux autres de leurs camarades avaient été condamnés à trois ans de prison pour l'incendie, le 2 avril 1968, d'un grand magasin à Francfort en signe de protestation contre la guerre américaine au Viêt Nam.

10 Selon la version officielle, il s'agirait d'un suicide collectif ; selon les avocats des intéressés ainsi que selon nombre de militants de gauche, il s'agirait d'un meurtre commandité par l'État ouest-allemand. Sur la controverse suscitée par ces décès, voir la contribution d'un ancien membre de la RAF, Ron Augustin, « RAF, Stammheim : un texte essentiel. La deuxième mort », 10 février 2008, [linter.over-blog.com/article-16257310.html](http://linter.over-blog.com/article-16257310.html).

11 Voir l'introduction à l'entretien avec Nathalie, p. 59.

*« patron des patrons », exécuté le 10 octobre par le commando Siegfried-Hausner. La riposte de l'État est sans concession. La plupart des membres de la RAF sont traqués, emprisonnés ou tués dans des affrontements. Le groupe déclare en avril 1992 ne plus vouloir commettre d'attentats contre des civils puis s'autodissout en rendant public, le 20 avril 1998, un texte du 18 mars 1998 intitulé Pourquoi nous arrêtons.*

De février à juin 1971, à la demande d'un ami, Margrit Schiller héberge Ulrike Meinhof, Andreas Baader, Gudrun Ensslin, Jan-Carl Raspe et Holger Meins dans son appartement d'étudiante à Heidelberg. Elle se trouve associée à diverses opérations telles que la location d'appartements pour le groupe, la falsification de papiers d'identité ou le convoyage de véhicules. Accusée de complicité avec un groupe terroriste, elle est emprisonnée une première fois du 22 octobre 1971 au 5 février 1973. Quatre mois après sa libération, elle entre dans la clandestinité et tente de mettre en place un nouveau groupe afin de faire évader ses anciens hôtes. De nouveau arrêtée le 4 février 1974, elle est libérée le 11 mai 1979. En 1985, elle part vivre à Cuba, puis s'installe en Uruguay en 1993.

En 2016, au moment de notre entretien, Margrit a soixante-huit ans. Elle vit aujourd'hui à Berlin. Membre d'un collectif auto-organisé de femmes réfugiées, Margrit ne milite dans aucun parti politique. Si elle s'est mariée, c'était pour sortir de Cuba avec le père de ses enfants. Elle a fait des études de psychologie à l'université jusqu'à vingt-trois ans. Elle est aujourd'hui très active auprès de personnes réfugiées, notamment en dispensant des cours d'allemand. Elle dit se trouver là où c'est utile. Sept jours sur sept. Avec plaisir... et avec colère.



Elle se considère toujours comme une femme de gauche, qui pense à gauche, anticapitaliste et anti-impérialiste. Elle est depuis très longtemps convaincue que le seul avenir possible de l'humanité – et son propre objectif dans la vie – est que tous et toutes se mêlent les uns aux autres. Elle vit et agit avec cette profonde conviction, sans se sentir proche d'aucune religion ou spiritualité.

Son père, né en 1913, était commandant au MAD (Amt für den militärischen Abschirmdienst), le service de contre-espionnage de l'armée fédérale. Quand Margrit avait quatorze ans, il lui a raconté avoir torturé à mort un Russe à Stalingrad durant la guerre. Sa mère, née en 1924, était institutrice.

Avant de m'engager dans la RAF, j'avais déjà fait de la prison. C'était de 1971 à 1973. Y a-t-il un lien entre ces deux événements ? C'est la grande question. Sur le moment, l'enchaînement des faits et des décisions semblait être une suite de hasards sans rapports entre eux. Maintenant, je suis convaincue, quand je considère mon histoire dans son intégralité, que ce n'était pas fortuit. Parce qu'on est sans cesse à la recherche de certains contacts et de certains contextes. J'ai toujours agi comme ça dans la vie. Incontestablement, mon engagement a répondu à la fois à une influence extérieure et à une décision personnelle.

Il y a trois jours, on a commémoré le soixante-quinzième anniversaire du début de la guerre entre l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Quand j'étais enfant puis adolescente, personne ne parlait jamais de ça. Et bien sûr, ce silence change la manière dont les gens vivent, et pèse sur le présent. J'ai grandi dans une société cruelle et violente, qui a essayé de faire de la guerre un tabou. Sur le fond, je pense que c'est un problème majeur pour toutes les sociétés : comment

continue-t-on à vivre quand une dictature prend fin ? Comment fait-on face aux violations quotidiennes des droits humains commises dans ce contexte ? Doit-on en parler ou plutôt se dire : « Regardons vers l'avant et ne nous retournons pas sur le passé » ?

C'est en Amérique latine que je me suis posé ces questions. Mais j'ai grandi en Allemagne, un pays dans lequel personne ne voulait regarder en arrière. Parce que la route derrière nous est pavée de crimes et de violations des droits humains. Autour de moi, tout était violent et exigü, c'est contre ça que je me suis révoltée, je ne voulais pas l'accepter, je ressentais de la colère et de la haine, et les mots me paraissaient insuffisants.

Mon chemin vers l'engagement a été très court<sup>12</sup>. Et j'étais de toute façon persuadée qu'il n'y avait pas d'autre solution. C'est pour ça qu'ensuite tout est allé très vite. Mais je n'ai pas de réponse simple à donner sur la signification qu'avait mon engagement car je me suis posé cette question durant toute ma vie d'adulte, et je me la pose encore aujourd'hui. À l'époque, quand j'ai pris ma décision, je n'avais pas eu beaucoup de temps pour réfléchir, ni beaucoup d'expérience. Dans mon autobiographie, j'explique que je n'avais pas lu beaucoup d'ouvrages sur la théorie politique révolutionnaire avant mon engagement dans la RAF. Ce n'est qu'ensuite, en prison, que je me suis plongée dans des lectures sur ce sujet, et sur bien d'autres aussi. Je crois aussi que quand on veut se battre,

12 À partir de janvier 1971, Margrit fréquente le Sozialistisches Patientenkollektiv (SPK, « Collectif socialiste de patients »), fondé à Heidelberg en 1970 par Wolfgang Huber. Inspiré par l'antipsychiatrie, celui-ci remettait en cause la thérapie contemporaine et considérait la maladie comme une conséquence des rapports socio-économiques du système capitaliste. Son slogan « Transformez la maladie en arme » résume son ambition : transformer les malades en une classe révolutionnaire. Accusé à tort d'être complice d'une fusillade dans le poste de police de Heidelberg attribuée à la RAF, le SPK est interdit le 13 juillet 1971. Dès juin, certains de ses membres avaient été arrêtés.

on doit continuellement renouveler sa décision de le faire ou pas. Ce n'est pas un engagement que l'on prend en signant, une fois pour toutes, un document.

Je serais incapable de dire quel était mon but quand je me suis ralliée aux actions de la RAF. J'ai réellement commencé à y réfléchir lorsque j'étais en prison car, je le répète, tout est allé très vite, je n'avais pas eu l'occasion de penser beaucoup. Par ailleurs, rien n'était vraiment planifié. J'ai simplement accepté que ma vie serait celle-là.

Je décris le parcours de mon engagement de façon assez précise dans mon premier livre<sup>13</sup>. J'y raconte que je n'étais pas totalement consciente du contexte politique parce que je n'étais pas quelqu'un qui avait étudié la théorie révolutionnaire dans les livres avant de passer à l'action. Ça ne s'applique pas seulement à moi ; en Amérique latine aussi, les gens n'avaient pas besoin de livres pour ressentir de la colère, de la haine, et pour lutter. Dans la confrontation et dans le combat émerge la question de savoir s'il existe une alternative. Ou pas. Ça s'est toujours passé comme ça dans l'histoire, non ?

La RAF était alors le groupe le plus radical. C'était le groupe le plus opposé à tout ce système, et je me suis dit que mon engagement n'aurait de sens qu'à cet endroit-là. La lutte subsiste dans le renouvellement constant de la décision de se battre. Et quand il faut sans cesse renouveler ce choix de se battre, ça s'accompagne naturellement de doutes. Il y a toujours des doutes. Dire qu'il n'y en a pas serait complètement stupide.

À quoi ressemble ma vie aujourd'hui ? Comment je repense aujourd'hui à la décision que j'ai prise à

13 Margrit Schiller, *Es war ein harter Kampf um meine Erinnerung. Ein Lebensbericht aus der RAF*, Munich, Piper, 2001. L'ouvrage a été traduit en anglais, en espagnol et en italien.

l'époque ? Comment je comprends mon passé ? C'est pour répondre à ces questions que j'ai écrit deux livres. Dans un premier temps, je les ai écrits pour moi, pas pour les autres. Pour me rendre des comptes à moi-même, par rapport à mes actions. Mais – à l'exception de certaines choses bien particulières que je regrette – mon chemin est mon chemin. C'est ce que j'essaie d'expliquer dans mes livres. Ce sont des livres qui racontent une histoire. Et des histoires comme celle-là, il y en a des millions. On peut apprendre de ces histoires, et les enseignements qu'on en tire peuvent être de natures différentes. Pour moi, il y a une continuité dans tout ça.

Dans ce cheminement, la première fois que j'ai eu recours à la violence, je me suis sentie nulle. [*Elle rit.*] J'ai grandi dans une société violente, mais je ne suis pas moi-même quelqu'un qui aime user de la violence. Ce qui ne veut pas dire que je suis une personne indécise. Je sais ce que je veux. Je pratique la violence mais je ne suis pas violente. La violence ne me procure aucun plaisir. Absolument aucun.

Qu'est-ce que la violence, d'ailleurs ? Il y a la violence – je parle bien sûr d'un niveau politique – que les gens utilisent parce qu'ils n'ont plus d'autres possibilités, parce qu'ils n'ont plus d'autres solutions. Et il y a la violence qui provient de l'État, qui, elle, est très orientée, qui oscille facilement entre abus d'autorité et abus de la force. Aurait-il été possible d'atteindre le but qui était le nôtre sans employer la lutte armée, sans utiliser la violence ? Tout dépend du contexte historique. Quand les gens sont peu nombreux à se soulever contre le système – par exemple parce que le système est extrêmement violent –, il ne reste pas grand-chose d'autre à faire que de réagir contre ce système de façon violente. En revanche, quand les gens sont nombreux à chercher une alternative, quand ils cessent de fermer les yeux et

regardent l'intérêt du plus grand nombre, il existe alors certainement d'autres moyens que la violence.

Dans le contexte politique de l'époque, je crois qu'il n'y avait pas d'alternative. Mais ça ne veut pas dire que c'est toujours le cas. Était-il juste – ou pertinent – de répondre par la violence à l'absence d'alternative ? Dans beaucoup d'endroits du monde, nous étions alors convaincus que c'était la bonne option. Que la violence puisse mener au succès est une question complètement différente. Une réaction politique n'est absolument pas soumise au succès. Le succès est évidemment recherché, sans quoi l'action est simplement dénuée de sens. Beaucoup de gens de ma génération étaient aussi convaincus à l'époque que nous avions une chance historique de gagner, d'abolir le système capitaliste. Mais il n'y avait aucun calcul politique.

Ma vie a été longue, et en ce qui concerne les événements qui ont pu jouer un rôle décisif dans mon engagement politique, tout dépend du moment de ma vie dont on parle. Ma radicalisation politique – ou plutôt la continuité des efforts que j'ai entrepris pour ne pas être réduite au silence – a toujours été, entre autres, le produit de la réaction de l'État à ces mêmes efforts. C'est un processus continu. Quand j'étais en prison, les représentants de l'État ont tenté de me réduire au silence. Si on survit à ça, alors on parle. Peut-être. Et la vraie question est : est-ce qu'on y survit ?

Aujourd'hui, en 2016, la radicalisation fonctionne comme une polarisation. Ceux qui se radicalisent ne sont plus les mêmes : ils sont de droite, ils sont fascistes... En principe, il n'existe quasiment plus de gauche radicale. C'est la raison pour laquelle aujourd'hui, selon moi, ce terme n'a pas de signification positive en soi : je dirais plutôt « politisation ». Mais le mot « radicalisation » exprime désormais trop peu l'orientation politique.